

# Bulletin d'inscription

Etude / cabinet / raison sociale : .....

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

N° de tél : .....

Courriel : .....

*Assistera au colloque « La protection constitutionnelle de la vie privée »,  
Jeudi 24 mai 2018  
Amphi Ettore, UFR Droit, Campus Mariani – CORTE*

- Tarif inscription : 85 € (avec déjeuner)
- Tarif inscription : 65 € (sans déjeuner)
- Tarif privilégié : 50 € (avec déjeuner) étudiants en formation professionnelle CRFPA et CFPN / experts-comptables stagiaires
- Tarif privilégié sans buffet : 45 €

**Entrée libre pour les étudiants et personnels enseignants**

*Le règlement est à effectuer par chèque à l'ordre de  
M. l'Agent comptable de l'Université de Corse.  
L'inscription n'est effective qu'à réception du règlement.*

Date, signature et cachet de l'entreprise :

**Le règlement est à renvoyer à l'adresse suivante avant le 21 mai 2018 :**

**Contact et inscriptions :**  
Jeanne LALEURE-LUGREZI  
Equipe méditerranéenne de recherche juridique (EA 7311)  
Université de Corse Pascal Paoli  
22 Avenue Jean Nicoli BP 52  
20250 CORTE  
04.20.20.22.14 / 06.88.76.67.14  
[laleure@univ-corse.fr](mailto:laleure@univ-corse.fr)

[eadroit.universita.corsica](http://eadroit.universita.corsica)  
[www.universita.corsica](http://www.universita.corsica)

4<sup>ème</sup> édition de la table ronde de droit constitutionnel comparé

Colloque agréé par l'EDA de Corse au titre de la formation continue des avocats n° d'agrément 94 20 20535 20



## LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE DE LA VIE PRIVEE EN FRANCE, EN ITALIE ET EN TUNISIE

**JEUDI 24 MAI 2018**

**Faculté de droit**

**Salle DECA 01**

**A partir de 9 h 30**



Equipe méditerranéenne de  
recherche juridique  
EMRJ EA 7311



Laboratoire DRIMAN  
Université de Tunis El Manar



Contact et inscription :  
Jeanne LALEURE-LUGREZI  
[laleure@univ-corse.fr](mailto:laleure@univ-corse.fr)  
04.20.20.22.14

## PROGRAMME

**9h30 Mot d'accueil, Claude Saint-Didier, Directeur de l'Equipe méditerranéenne de recherche juridique (EMRJ EA 7331)**

**9 h 40 La protection de la vie privée par le contrôle a priori du Conseil constitutionnel, une construction prétorienne**

Jean-Claude ACQUAVIVA, Maître de conférences HDR en droit public, Université de Corse, EMRJ (EA 7311)

**10 h 05 La protection de la vie privée par la QPC**

Chloé PROS-PHALIPPON, Maître de conférences en droit public, Université de Corse, EMRJ (EA 7311)

**10 h30 Le droit au respect de la vie privée et familiale**

Jeanne LALEURE-LUGREZI, Docteur en droit public, ingénieur de recherche contractuel, Université de Corse, EMRJ (EA 7311)

**10 h 55 Pause**

**11h 05 La protection constitutionnelle de la vie privée en droit fiscal**

Sylvie SCHMITT, Maître de conférences à l'Université de Toulon, CDPC JEAN-CLAUDE ESCARRAS, UMR 7318 DICE

**11 h 30 Privacy, riservatezza et vie privée**

Jean-Jacques PARDINI, Professeur à l'Université de Toulon, CDPC JEAN-CLAUDE ESCARRAS, UMR 7318 DICE

**11 h 55 Vie privée et Internet en Italie**

Michaël BARDIN, Docteur en droit public, ingénieur d'études, CDPC JEAN-CLAUDE ESCARRAS, UMR 7318 DICE, Université de Toulon

**12 h 20 La protection de la vie privée en droit tunisien**

Fadoua KAHOUAJI, Maître assistante en droit privé, membre coordinatrice du laboratoire de droit civil à la faculté de droit et des sciences politiques, Université de Tunis El Manar

**12 h 45 Clôture du colloque / déjeuner**

## LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE DE LA VIE PRIVEE

Le droit au respect de la vie privée est particulièrement menacé par les évolutions techniques du XXI<sup>ème</sup> siècle.

La très moderne Constitution tunisienne les prend en compte en proclamant cette liberté.

La Constitution italienne, plus ancienne, consacre néanmoins plusieurs articles à la vie privée, à ses composantes et à ses limites telles que les inspections fiscales, rendant possible sa protection sur internet.

La Constitution française garantit le droit au respect de la vie familiale mais pas celui de la vie privée. C'est donc par voie prétorienne que le contrôle de constitutionnalité a priori, utilement complété par la QPC, a dû la protéger.



*Parvis de la faculté de droit de l'Université de Corse*